

TAM-TAM : UNE CAMPAGNE DE CONVERGENCES

Pendant près de deux ans, la campagne TAM-TAM a rassemblé près de septante organisations de la société civile autour des effets du néolibéralisme. Elle a contribué à rapprocher les mouvements sociaux, principalement le mouvement climatique, le mouvement syndical, le mouvement des gilets jaunes ainsi que divers acteurs de la santé.

Brieuc Wathelet, ancien coordinateur de TAM-TAM et chargé de projets à la Fédération des maisons médicales.

La campagne TAM-TAM a fonctionné au nord et au sud du pays de février 2018 à mai 2019. Les objectifs consistaient à créer de la convergence entre des mouvements sociaux qui n'ont traditionnellement pas l'habitude de travailler ensemble. Le concept politique qui nous a permis de lier les luttes fut le néolibéralisme.

Notre récit consistait à souligner que les politiques publiques du gouvernement Michel I reposaient sur un socle idéologique commun ; le néolibéralisme comme système de valeur devait

être pointé du doigt comme le fondement sur lequel reposaient les politiques publiques menées depuis une quarantaine d'années en Belgique. L'objectif était ambitieux et les moyens dérisoires. TAM-TAM a cependant réuni un maximum d'organisations autour de notes-cadres écrites par des universitaires, construit des alliances entre des organisations « traditionnelles » et

de nouveaux mouvements sociaux, investi massivement les réseaux sociaux avec une communication dynamique et osé casser la langue de bois qui caractérise le monde politique.

Pendant près de dix-huit mois, au sein du bureau de TAM-TAM se réunissaient des responsables syndicaux rouges et verts, des mutuellistes rouges et verts, mais aussi des représentants étudiants, des gilets jaunes, des professeurs

d'université, des activistes, des professionnels de la santé, des magistrats, etc. Cette diversité dans la composition des organes de « décision » se traduit aussi sur le terrain par la mobilisation d'un répertoire d'actions collectif très large. De l'action de masse à l'action symbolique en passant par la désobéissance civile, TAM-TAM a été une expérience de mobilisation sans doute précurseur de ce qu'il faudra créer dans les années à venir : de la pluralité dans les tactiques et de la convergence des luttes. Mais c'est aussi au travers de ce genre d'expérience qu'il est possible de se rendre compte des limites des cadres organisationnels classiques et des limites d'une dynamique interpilliers dans le mouvement social belge.

Limites et fragilités

La première difficulté de cette initiative fut le manque d'ancrage local. Un mi-temps franco-phonie et un mi-temps néerlandophone, voilà les seules ressources humaines propres donc nous disposions. Impossible avec si peu de moyens de développer une stratégie de mobilisation autonome, il nous fallait passer par les organes de mobilisation des associations qui composaient la campagne. C'était d'ailleurs bien l'objectif de la campagne : mutualiser des moyens pour mieux répondre aux besoins. Et c'est sans doute là que les choses deviennent compliquées. Comment faire en sorte que les organisations comprennent le réel intérêt de s'impliquer pleinement dans des actions qui ne concernent pas directement leur objet social ? Comment la

TAM-TAM a été une expérience de mobilisation sans doute précurseur de ce qu'il faudra créer dans les années à venir.

campagne TAM-TAM pouvait-elle transcender les rapports de force existant à l'intérieur d'un syndicat, tiraillé entre des logiques d'ouverture et des logiques de repli ? Finalement, convaincre un syndicat ou toute autre organisation de participer à une campagne commune est un bon premier pas, mais ne se traduit pas toujours par une participation effective de sa base militante.

Nous n'avions d'autre choix que de convaincre les responsables des structures de faire le maximum pour mobiliser leur base. Mais il faut reconnaître qu'avec la meilleure volonté des responsables d'associations et de syndicats, la campagne TAM-TAM leur semblait extérieure, entraînant une faiblesse dans la mobilisation des militants.

La convergence des luttes oui, mais pourquoi ?

L'avènement des gilets jaunes et le soutien politique, logistique et matériel que nous leur avons fourni méritent que l'on s'y arrête quelques instants.

Le 16 novembre 2018, le premier blocage des dépôts pétroliers organisé par les gilets jaunes est lancé. Deux jours plus tard, une petite délégation de la campagne TAM-TAM décide d'aller faire le tour des différents points. Le contexte politique était tendu. Le mouvement climatique était lui-même divisé entre sa tendance environnementaliste et sa composante plus activiste, et le mouvement des gilets jaunes présentait une triple menace pour le mouvement social belge en général. D'abord, la menace d'écraser les revendications légitimes du mouvement climatique par des actions beaucoup plus spectaculaires. Je rappelle qu'en date du 16 novembre les premières estimations de la marche pour le climat du 2 décembre organisée par la coalition climat – qui a véritablement lancé le mouvement climat – tournaient autour de 10 000 à 15 000 participants. Il y en eut six fois plus, personne n'ayant vu venir cet énorme succès.

La deuxième menace du mouvement des gilets jaunes résidait dans la remise en question profonde de la stratégie d'action des syndicats. La délégitimation des structures de représentations des travailleurs par la base est peut-être la peur la plus tétanisante pour les syndicats, surtout après avoir subi quatre années d'attaques sérieuses d'un gouvernement libéral qui en a fait

un vrai programme politique. Enfin, par le caractère diffus des revendications dans ses premiers moments d'existence, le mouvement des gilets jaunes a fait trembler une partie de la gauche intellectuelle, celle-ci craignant une récupération du mouvement par l'extrême droite. Ces observateurs ont eu tort. Une erreur d'interprétation sans doute

liée au fait qu'aucun parmi eux n'a pris la peine d'aller observer les dynamiques de mobilisation en présence sur le terrain. Ils auraient pu y voir une dynamique ancrée à gauche, profondément solidaire, spécifiquement orientée vers les thématiques de solidarité et d'injustice sociale. Dire qu'il n'y a pas eu de tentative de récupération de l'extrême droite serait une erreur tout aussi stupide. Mais il faut constater que l'extrême droite s'est fait expulser de tous les points de blocage des gilets jaunes sans même le besoin de concertation entre eux. Forcément, les gilets jaunes, comme mouvement spontané, n'ont pas pu se doter d'une colonne vertébrale idéologique solide dès le début. Il a fallu du temps, des rencontres, des déceptions et des victoires pour que l'armature idéologique du mouvement se précise.

Dans ce contexte, la campagne TAM-TAM avait un rôle à jouer. Il fallait être cette courroie de transmission, presque invisible, entre différents groupes en mouvement. Il nous est apparu logique et naturel de participer à la convergence des combats entre les gilets jaunes et les syndicats, entre les gilets jaunes et les activistes climatiques.

Le poids du réseau

Le moyen de rapprocher les publics fut d'abord de rapprocher les messages politiques. Nous savions que nos moyens limités nous empêcheraient d'impulser un mouvement social transversal, mais nous connaissions aussi nos forces : notre réseau et notre communication. Nous

**Il nous est apparu
logique et naturel
de participer à la
convergence des
combats entre les gilets
jaunes et les syndicats,
entre les gilets jaunes
et les activistes
climatiques.**

Si notre objectif est véritablement de transformer notre système de production, il faudra nécessairement toucher le cœur de son fonctionnement.

nous sommes donc employés à diffuser cette idée. Pas seulement celle selon laquelle la question sociale était à prendre en considération dans le débat climatique, mais surtout d'insister sur le fait que revendiquer une justice climatique sans justice sociale était dangereux.

Dangereux parce qu'il alimenterait le discours de la droite en lui permettant de parer la critique sociale et la critique climatique en les renvoyant dos à dos.

À ce sujet, Luc Boltanski et Ève Chiapello¹ nous rappellent fort à propos comment notre système capitaliste, face aux critiques qui lui sont adressées, est forcé, sans remettre en question le principe d'accumulation illimitée et d'exigence de profit, de se justifier en permanence. C'est dans ce sens-là que l'on peut considérer que le capitalisme est un système capable de « récupérer » les critiques qui lui sont formulées. Aujourd'hui, une nouvelle critique profonde est entrée dans le champ politique : la critique écologique. Elle est présente depuis quelques années dans les mouvements sociaux, mais elle dénote des autres critiques par son ampleur et sa massification. Non pas qu'elle soit forcément plus profonde, mais elle est peut-être différente puisqu'elle touche à un intérêt général humain : notre environnement naturel qui est commun à tous².

Vers un changement radical ?

Aujourd'hui, l'hégémonie culturelle néolibérale peine³ à trouver de nouvelles formes de justifications tant la concomitance des critiques qui lui sont adressées est forte. Il est certain que le temps va lui permettre de se renouveler à la faveur de la division entre les mouvements sociaux. Mais il faut reconnaître qu'actuellement il est très difficile pour un responsable politique de droite de faire face aux deux critiques simultanément sans admettre que les bases du système économique sont à revoir. Autrement dit sans devoir accepter que l'accumulation illimitée de capital et l'exigence du profit maximum sont

les moteurs d'une machine qui nous conduit droit dans le mur.

Par conséquent, la seule ligne de défense consiste à forcer les acteurs sociaux à faire un choix. Soit l'on critique la répartition des richesses et les inégalités sociales, soit c'est la montée des eaux et la crise climatique. Siegfried Bracke, président de la Chambre des représentants et membre de la N-VA, déclarait le 29 janvier 2019 sur les ondes de la RTBF : « *Si on suit le mouvement vert des jeunes, on va créer plus de gilets jaunes* ». Exemple parmi tant d'autres, cette déclaration permet peut-être de nous redonner espoir.

L'une et l'autre critique combinées nous amènent beaucoup plus facilement à devoir accepter qu'un changement radical de système de production est nécessaire. Et c'est quand le mouvement social arrive à percer le cœur du fonctionnement du système de production qu'il devient menaçant. Finalement, cette approche politique permet à elle seule de souligner l'importance de construire des espaces de convergence des luttes. Pas seulement parce qu'ensemble nous sommes plus forts ni même pour un objectif de diversité, mais surtout parce que c'est la concomitance des critiques adressées au système (et leur radicalité) qui permet de le toucher au cœur.

Si notre objectif est véritablement de transformer notre système de production, il faudra nécessairement toucher le cœur de son fonctionnement. Et sans mouvement social intersectionnel, radical, populaire et convergent, il est moins aisé d'atteindre ce résultat. Les organisations ont par conséquent une immense responsabilité face aux crises à venir. Se positionner politiquement n'est plus suffisant, il nous faut réinventer des espaces qui permettent de confronter les visions de société. Il faut à tout prix construire des liens politiques entre les syndicats, les gilets jaunes et verts. La crise du Covid-19 nous a montré les limites de l'organisation de nos sociétés, ne pas les voir et rester dans sa zone de confort est inconscient et irresponsable. Il nous faut construire un bloc historique avec l'ensemble des forces sociales qui souhaitent ne pas revenir à l'anormalité. Cette crise est dévastatrice, mais elle peut nous secouer collectivement sur la nécessité de devoir agir ensemble. ■

1. L. Boltanski,

È. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

2. Même si la crise climatique est inégalement répartie au niveau des responsabilités et des conséquences, notre planète est en voie de devenir une étuve, ce qui touchera aussi les classes bourgeoises.

3. Quoique. La riposte néolibérale se centrant sur les technologies comme solution au problème écologique paraît être la réponse favorite de la droite actuellement.